

Questions orales

M. Rodriguez: Ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre, et c'est une question dont la réponse intéresse vivement non seulement la Chambre, mais le pays tout entier. Qui était à la barre du Canada Valdez le 27 avril entre 13 h 30 et 15 h?

M. Ouellet: Personne.

M. Rodriguez: Où se trouvait le capitaine? Dans sa cabine? Qui était aux commandes? Les trois bureaucrates?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Excusez-moi, monsieur le Président, mais j'espère que le député ne me tient pas responsable de l'accident du Valdez. Le fait est que ces renseignements. . .

Une voix: C'était le pilote automatique.

M. Mulroney: Veuillez m'accorder un instant. La veille du jour où le budget devait être rendu public, nous avons appris en même temps que tout le monde qu'un document budgétaire circulait clandestinement et peut-être illégalement.

J'ai immédiatement convoqué mes ministres de premier plan. Nous avons demandé aux chefs de l'opposition la permission de déposer sans tarder le budget à la Chambre. Cette permission nous a été refusée. C'est pourquoi j'ai alors demandé au ministre des Finances de le rendre public immédiatement par la voie des médias. J'ai en outre ordonné que la Gendarmerie royale du Canada ouvre sans tarder une enquête complète. Ce qui a été fait.

A partir de ce moment-là, c'est à la GRC, comme il se doit, que le sous-ministre des Finances, le greffier du Conseil privé ou d'autres ont communiqué tous les renseignements, pour que la GRC puisse conduire une enquête vraiment indépendante et impartiale.

* * *

[Français]

LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

LA LUTTE CONTRE LA DROGUE

M. Jean-Guy Guilbault (Drummond): Monsieur le Président, ma question s'adresse au solliciteur général du Canada et elle concerne le Rapport annuel national sur les drogues publié par la Gendarmerie royale du Canada, qui démontre que la lutte antidrogue a été fructueuse puisque les saisies ont plus que doublé. Par contre, l'on mentionne que ce commerce génère des recettes de 5 à

15 milliards de dollars par année et que les adeptes ont triplé au cours des deux dernières années.

Est-ce que le ministre peut dire à cette Chambre et rassurer les Canadiens quant aux mesures qui seront mises en oeuvre afin d'affermir la volonté collective et de contrer ce problème qui est un fléau? D'autant plus que dans un récent rapport publié par la Bibliothèque du Parlement, les coûts liés à l'abus des drogues au Canada s'élevaient à 11,5 milliards de dollars en 1984.

L'hon. Pierre Blais (solliciteur général du Canada et ministre d'État (Agriculture)): Monsieur le Président, le député touche une question très importante. Les chiffres qui ont été rendus publics cette semaine inquiètent effectivement notre gouvernement. Nous tentons, avec l'aide des corps de police, tant aux niveaux municipaux que provinciaux, de continuer une lutte sans merci aux trafiquants de drogues. Et, en même temps, monsieur le Président, nous avons mis en place une stratégie antidrogue de plus de 200 millions de dollars avec l'aide de mes collègues de Douanes et Accise, Santé et Bien-être social et d'autres ministères, de façon à permettre d'informer davantage la population pour empêcher nos jeunes de 10, 12 et 13 ans de tomber dans ce fléau de la drogue, sous la coupe des trafiquants. J'invite tous les Canadiens à nous aider à faire cette lutte.

* * *

LE BUDGET

ON DEMANDE LA DÉMISSION DU MINISTRE DES FINANCES

Mme Diane Marleau (Sudbury): Monsieur le Président, on me dit que le premier ministre, quand il est dans le pays, aime lire tous les journaux à chaque jour. J'ai un message pour le premier ministre. Pendant son absence. . .

M. le Président: L'honorable députée a peut-être un message, mais le premier ministre attend la question, s'il vous plaît.

Mme Marleau: Tous les éditoriaux à travers le pays ont demandé la démission du ministre des Finances. Le premier ministre doit faire face à un manque de confiance envers son ministre des Finances.

M. le Président: Peut-être que l'honorable députée pourrait en venir directement à sa question, maintenant!

Mme Marleau: Est-ce que le premier ministre va demander la démission de son ministre des Finances, parce que celui-ci ne peut plus accomplir sa tâche?